Conseil InterAction

Créé en 1983

Rapport du Président sur le groupe d'experts de haut niveau

L'avenir de la Russie et ses relations avec ses voisins européens et asiatiques et les Etats-Unis d'Amérique

Présidé par Kalevi Sorsa

28-29 avril 2000
Stockholm School of Economics
Stockholm (Suède)

La nouvelle Russie : un test pour le monde

1. La fin de la guerre froide et la perte par la Russie soviétique de son statut de superpuissance ont été un choc, en particulier pour la Russie elle-même. Il n'empêche que le brave nouveau monde d'une Russie diminuée n'en fait pas pour autant un lieu plus sûr.

2. Si l'on prend comme point de départ la nouvelle carte géopolitique du monde, on se rend compte que la Russie y occupe non seulement un place centrale mais encore qu'elle est le territoire le plus grand du continent euroasiatique, une vaste masse de terre tentaculaire qui s'étend des villes développées et à forte densité de population que sont Saint Pétersbourg et Moscou aux villes peu peuplées de la Sibérie mais riches en ressources naturelles.

3. Cette Russie est plus que tout autre Etat de la planète voisine de nombreux tres divers qui l'obligera a faire de gros efforts pour maintenir avec eux des relations harmonieuses.

4. A l'est on trouve d'une part la Chine, un pays dirigé par un parti communiste et qui a une culture et une opinion du monde différentes et, d'autre part, le Japon, un pays moderne et industriellement développé mais qui a une conflit territorial avec la Russie. Les voisins immédiats aux frontières sud de la Russie sont ce que l'on pourrait appeler le point faible de l'Asie centrale et du Caucase, une région marquée par de très nombreux foyers de crise et qui risque de devenir un jour la nouvelle poudriere du globe. Etant donné par ailleurs que la Russie n'est plus une superpuissance mais qu'elle n'en continue pas moins de posséder une capacité nucléaire et de détenir 10 000 armes nucléaires, il appartient au reste du monde et, en particulier, à la seule superpuissance de nos jours et à ses alliés de traiter la Russie avec respect et prudence tout en cherchant à comprendre le chemin semé d'embûches que devra suivre la Rusie pour trouver sa place dans le monde moderne.

Avec l'élection de Poutine à sa présidence, la Russie à un nouveau carrefour de son histoire

5. Dans ce contexte, l'élection de Vladimir Poutine à la présidence de la Russie où il succède à Boris Eltsine marque un important jalon dans l'histoire de ce pays. Personne ne sait ce que vaut réellement Poutine mais une chose est certaine : il a été élu à la majorité et il représente le désir ardent du peuple russe de pouvoir compter sur un chef de file solide décidé à remplir sa mission.

6. Poutine lui-même est passé d'un emploi de bureaucrate ayant la réputation de savoir écouter et agir à celui de décideur. Il est aujourd'hui la personne qui doit assumer la responsabilité du pays et prendre les décisions les plus dures.

7. Poutine a rapidement montré qu'il était conscient des problèmes qu'il allait devoir résoudre en qualifiant la Russie de pays riche peuplé de pauvres, en nommant quelques bons conseillers, en ouvrant les portes aux investisseurs étrangers et en persuadant le Parlement de voter en faveur du traité sur l'interdiction des essais d'armes nucléaires. Par contre, d'aucuns se demandent s'il comprend ce que sont les fondements de la démocratie.

8. Jusqu'au 19e siècle, l'autocratie des tsars, suivie de celle des communistes, a créé un Etat assorti d'un centre musclé mais à qui non seulement faisaient défaut des concepts tels que la démocratie et la primauté du droit mais encore qui décourageait la libre entreprise et le développement des marchés. L'économie dépendait directement des dirigeants politiques, un enchevêtrement mutuel qui n'a pas complètement disparu.

9. Ce que Poutine doit faire, c'est essentiellement jeter les bases de l'édification d'une nation moderne, à savoir définir les divers pouvoirs de la présidence, du gouvernement, du parlement et des tribunaux et décider des pouvoirs et fonctions qu'il faut déléguer aux provinces et veiller à ce que toutes les parties intéressées puissent faire leur travail bien et efficacement.

10. Cette tâche, deux facteurs la rendent difficile. En effet, la Russie souffre d'une pénurie aigue de fonctionnaires d'Etat de rang supérieur compétents qui mettront en

oeuvre les politiques. Aux niveaux inférieurs par exemple, les procureurs, qui faisaient partie du long bras du parti communiste, un parti toujours fortement enraciné dans les provinces, entravent l'application des lois.

11. Par ailleurs, le pouvoir et l'influence de la soi-disant oligarchie et du crime organisé déforment la clarté des lignes d'une politique efficace.

12. Poutine doit trouver un moyen de concilier le désir profond des Russes pour l'ordre et la stabilité d'une part et la nécessité de connaître la liberté et la réforme de l'autre.

En quête d'une économie moderne

13. C'est dans l'économie qu'on le retrouve surtout. A première vue, la Russie a récemment obtenu de bons résultats. Son économie s'est développée au rythme de 7 à 8 percent et elle enregistrera cette année une croissance de 5 p.100 mais on ne sait pas si les investissements sont en voie d'augmentation. La production et les exportations connaissent elles aussi une croissance rapide mais grâce à un rouble sous-évalué et à la hausse des prix du pétrole.

14. L'économie moderne n'est encore qu'une mince couche de vernis qui cache de nombreux problèmes. L'amélioration de la performance économique russe donne à Poutine une brève marge de manoeuvre pour résoudre les problèmes sous-jacents du pays. Pour reprendre les propos de Poutine lui-même, "Il faudrait environ 15 ans et une croissance de 8 p.100 par an de notre PIB pour atteindre le PIB par habitant actuel du Portugal ou de l'Espagne, deux pays qui ne sont pourtant pas au nombre des principaux pays industriels de la planète".

15. Un aspect est le niveau de pauvreté en Russie. De dire Poutine : "Les revenus globaux de la population russe s'élèvent à moins de 10 p.100 des revenus américains". D'après les données de l'enquête menée en 1998 par la Banque mondiale sur les ménages, la moitié approximativement de la populatioin russe vit en deça du seuil de pauvreté et 20 p.100 se trouvent dans la catégorie des "très pauvres". Il est évident qu'une croissance économique plus élevée est nécessaire mais elle ne suffira pas à la Russie pour combattreavec succes sa pauvreté et des

mesures spécifiques devront être prises pour éliminer la pauvreté et les problèmes sociaux qui l'accompagnent.

16. Il est intéressant de comparer l'histoire économique récente de la Russie à celle de la Chine., un pays qui a connu des taux de croissance rapides d'environ 10 p.100 depuis 20 ans et qui est devenu le fournisseur d'un grand nombre de biens de consommation populaires, y compris les ordinateurs. Mais la Chine avait des avantages importants que n'a pas la Russie, y compris une tradition entrepreneuriale développée et historique, en particulier à Shanghai et dans les zones côtières, une tradition qui datait d'avant l'ère communiste, une autorité gouvernementale fonctionnant bien, une économie de transition qui était prudente et progressive ainsi que 50 millions de Chinois outremer prêts à investir leurs fortunes privées pour contribuer au développement de la mère patrie.

17. Lorsque Mikhail Gorbatchev a entamé son programme de réformes, la Russie avait certes des scientifiques et des ingénieurs de haut calibre capables d'offrir des produits de qualité mais elle n'avait ni entrepreneurs, ni concurrence ni cadre juridique..

18. Le rôle de l'armée et le pouvoir de l'ensemble militaro-industriel doivent encore être définis, une tâche qui sera particulièrement complexe puisque l'armée et cet ensemble interviennent pour une large part dans le PIB. Les experts occidentaux ont estimé qu'elle était de 15à 17 p.100 mais Gorbatchev lui l'estime à 20 p.100 du PIB et, dans certaines branches d'activité, elle pourrait même représenter pas moins de 70 p.100 de l'économie.

19. La restructuration de l'économie en particulier doit être vaste et profonde, ce qui risque de mettre en péril le désir de stabilité. Un autre problème est peut-être que le facteur de bien-être est trop fort et que le prix de l'or noir est trop élevé. Des réformes ont dans le passé été adoptées lorsque le prix du pétrole était bas et le sentiment de crise imminent.

20. Les réformes économiques devront consister à confronter l'identité historique du pays et la fusion du capital et du pouvoir. Elles consisteront par ailleurs à extirper le cancer au titre duquel des éléments criminels ont mis main basse sur de grandes quantités de ressources. On estime que ces éléments contrôlent entre 40 et 60 p.100

de l'économie.

21. Les réformes essentielles de l'économie devraient englober la restructuration de l'industrie et la mobilité de la main-d'oeuvre, le système bancaire et financier, les finances publiques et, en particulier, le pouvoir de recouvrer l'impôt, y compris des monopoles nationaux, la mise en place d'un régime juridique moderne qui incorporera des lois sur la faillite et l'application des contrats privés. Un cadre juridique efficace, judicieux et prévisible est important parallèlement à une administration professionnelle solide pour l'aider à endiguer les fuites de capitaux, lesquelles sont estimées à hauteur de 1 à 2 milliards de dollars par mois.

La Russie dans le contexte international

22. Pour la quasi-totalité du reste de l'empire jusque là soviétique, la chute du mur de Berlin, la fin de l'Union soviétique et l'effondrement du communisme ont été une époque de libération. Pour la Russie en revanche, ils ont été une époque d'humiliation, laquelle avait déjà commencé avec sa défaite en Afghanistan. Ont suivi d'autres humiliations durant la guerre au Kosovo où les souhaits de la Russie ont été ignorés, et avec la défaite lors de la première guerre de Tchétchénie.

23. La lutte menée par la Russie pour se transformer et, partant, faire face au monde moderne est de surcroît compliquée par la façon dont le pays a toujours considéré son identité dans le contexte de l'histoire. Jusqu'à Pierre le Grand, l'identité russe était vue à travers l'église orthodoxe. Après lui, elle a été celle d'une Russie en tant que puissance au plan de la politique mondiale.Durant les années 90, l'ennemi était les centres industriels et financiers de l'Ouest, l'OTAN, les Etats-Unis d'Amérique, les musulmans et les zionistes. Avant la Tchétchénie, les Etats-Unis d'Amérique étaient vraisemblablement passés au deuxième rang.

24. Compte tenu de cette histoire, il serait tentant, en particulier pour un gouvernement nationaliste fort, de détourner l'attention des problèmes économiques intérieurs en se lançant à l'étranger dans des aventures militaires. Toutefois, la dure réalité est

qu'avec un budget de $20 à 25 milliards de dollars, la Russie moderne n'a pas les moyens économiques de soutenir une action militaire à l'étranger..

25. Traiter avec une Russie qui lutte encore pour résoudre les questions clés de sa modernisation soulève plus de questions pour ses voisins qu'elle ne leur apporte de réponses. Le problème est d'autant plus difficile que, si les pays, en particulier les pays occidentaux, adoptent une approche flexible, Moscou en profitera au maximum mais négligera les réformes. Et s'ils font de par trop pression, la Russie risque de se rebiffer..

26. Pour les Etats-Unis d'Amérique, aujourd'hui l'unique superpuissance, la question est de savoir comment persuader la Russie d'accepter les obligations d'un Etat moderne, en particulier pour ce qui est de la démocratie et des droits de l'homme. Des sondages ont révélé que le peuple russe ne se soucie guère des avantages d'une démocratie multipartite ou qu'il ne les voit pas même s'il en possède déjà les rudiments..

27. L'Europe doit déterminer comment répondre au désir de la Russie d'essayer de devenir formellement une partie de la Communauté européenne.. Il est peu probable que l'Union européenne puisse faire de la Russie et de ses 146 millions d'habitants un membre à part entière et confronter ses immenses problèmes. Il est vraisemblable que la réponse réside dans des liens économiques et commerciaux plus étroits.

28. Pour l'Occident dans son ensemble, y compris le Japon, la question est de savoir comment raccorder la Russie à l'âge de l'information. Il se peut que, pour aider la Russie à ne pas se sentir exclue, le renforcement des échanges commerciaux, culturels et estudiantins soit l'approche à retenir.

29. C'est pour les voisins de l'Asie centrale que les défis sont les plus grands, en particulier à cause de leurs propres difficultés économiques et politiques mais encore des craintes qu'a la Russie d'être la cible d'attaques de la part des fondamentalistes.. Les dirigeants du monde extérieur feraient bien de se demander comment faciliter les relations et se préparer à éteindre les étincelles avant que celles-ci ne se convertissent en points de crise dangereux et en conflagrations.

Participants

Membres du Conseil InterAction

1. Helmut **Schmidt**, ancien chancelier de la République fédérale d'Allemagne
2. Kalevi **Sorsa**, ancien premier ministre de la Finlande
3. Ingvar **Carlsson**, ancien premier ministre de la Suède

Experts de haut niveau

4. Jaakko **Blomberg** (Finlande), sous-secrétaire d'Etat aux affaires politiques
5. Marshall **Goldman,** Associate Director, Kathryn W. and Shelby C. Davis Center for Russian Studies, Harvard University
6. Erich **Gysling** (Suisse), journaliste
7. **Bacharuddin Jusuf Habibie**, ancien président de l'Indonésie
8. Jaakko **Kalela**, secrétaire général, Cabinet du Président de la Finlande et conseiller aux affaires étrangères du Président
9. Flora **Lewis**, International Herald Tribune
10. Ambassadeur **Li** Fenglin**,** Member de la Commission des affaires étrangères, Comité national de la Conférence consultative politique de la République populaire de Chine
11. Katarzyna **Pelczynska**, représentant Hanna Suchocka, Ministre polonais de la justice
12. Richard **Pipes**, Harvard University
13. Johannes **Linn**, Vice-président de la Banque mondiale pour l'Europe et l'Asie centrale
14. Susanne **Schmidt**
15. Lilia **Shevtsova,** Senior Associate, Russian Domestic Politics and Political Institutions, Carnegie Moscow Center

16. Ambassadeur Gerard **Stoudman**, Directeur de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, Office pour les institutions démocratiques et les droits de l'homme

17. Pekka **Sutela,** Institute for Economies in Transition, Banque de Finlande et professeur d'économie, Université d'Helsinki

18. Dimitri **Trenin**, Directeur adjoint, Carnegie Moscow Center Organizations

19. Sir Andrew **Wood**, ancien ambassadeur de la Grande-Bretagne en Russie

Stockholm School of Economics

20. Carl Johan Aberg, Président du Conseil d'admonistration, SSE

21. Professeur Claes Robert Julander, Président de la SSE

22. Professeur Magnus Blomstrom, SSE

23. Professeur Theodor Leuenberger, SSE et Université de St. Gall, Suisse

24. Professeur Erik Berglof, Stockholm Institute of Transition Economics and East European Economies